



## [La France en appui au secteur Justice à Madagascar](#)

Nous y sommes. Le gouvernement de combat d'Olivier Mahafaly montre son vrai visage et ses intentions véritables. Cependant, quelque chose me fait tiquer. En effet, dans le communiqué de presse **en malgache** (« *Fampitam-baovao* ») et signé « **Sampana Serasera PRIMATIORA** » reçu immédiatement après le conseil de gouvernement du 16 mai, les magistrats (« *Mpitsara* ») ne sont pas cités nommément et il n'est pas question de « *déstabilisation* ».

 **Harry Laurent Rahajason**

Directeur Général du Groupe de Presse, à Groupe Sodiad  
Habite à Antananarivo

Radio Free FM 104.2 - 24 Juin 2014

« Sahala amin'ny tenako, aleho dia ny tenako mihitsy no resahiko. Iza moa izao no afaka ilaza hoe tsy mba niasa mihitsy ity Rolly Mercia ity tamin'ny fampandianana an'ity Hery Rajaonarimampianina ity. Inona izao ny heloka no mba nataoko tamin'ity Hery Rajaonarimampianina? Kanafa dia resaka moa izany! Io dia izao satria hoe miaraka amin'ny Andry Rajoelina. Izay izany ny heloka nataoko. Niaraka amin'ny Andry Rajoelina. Izay fotsiny izany ny heloka natao amin-dry zareo. Ny dikan'izany na niasa io na tsy niasa nandritra ny telo taona naha ministra azy na niasa be ary io nianao ilay propagandy, tsy ilaina io fa mandehana mandeha any! Ary tsy vitan'ny hoe mandehana mandeha any fa fanaratsiana sy fanenjehana ohatran'ny tena indray no devoly. Dia manontany amin'izay aho amin'izao fotoana izao (Tit: volana Jona 2014 io) satria dia volana vitsivitsy izay no nitsanganan'ilay governemanta sy eo amin'ny dimy volana eo no nitondran'ilay Hery Rajaonarimampianina firenena: iza izao no tena devoly? »

**Ci-après, un passage du communiqué en français**, reçu plus tard, conjointement signé par les deux porte-parole sans parole du gouvernement Onitiana Realy, ministre de la Population (qu'est-ce qu'elle n'a pas dit sur son collègue Rolly -

[ICI](#)

-), et Harry Laurent Rahajason dit

[Rolly Mercia](#)

, ministre de la Communication repêché après avoir été jeté comme un malpropre (c'est lui-même qui l'a dit

**ci-dessus**

):

### ***Face aux opérations de déstabilisation***

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a donné un ordre, formel et catégorique, aux Membres du Gouvernement concernés pour **prendre des mesures fermes contre tout acteur de déstabilisation, quel qu'en soit son statut. Et ce, jusqu'à ouvrir des poursuites judiciaires même contre certains Magistrats ayant abusé de ses (?) prérogatives légales**



Le Président de la République a reçu, ce 19 janvier 2016 au Palais d'Etat d'Iavoloha, les membres du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) conduite par la Ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Ramanantenasoa Noëline, au Palais d'Iavoloha. Des échanges et discussions sur les actualités concernant la Justice ce sont tenus, étant donné que c'est le Chef de l'Etat lui-même qui préside le CSM. Ce Conseil, rappelons-le, veille au respect des dispositions du Statut de la Magistrature et assure la gestion de la carrière des magistrats. **Le CSM formule également des propositions et recommandations qu'il estime utile au renforcement de l'indépendance de la justice**



judiciaire se bloque, c'est le pays tout entier qui est paralysé. Ainsi, c'est facile de prendre de ce genre de mesure d'intimidation. Mais ont-ils mesuré les conséquences.



**Ankatso le 16 mai 2017. Une opération de déstabilisation orchestrée par "certains magistrats" aussi alors?**

Enfin, que peut-on entendre par «*opérations de déstabilisation*» dans ce contexte? N'importe quel quidam pourra donc être arrêté pour n'importe quoi au nom de cette «*déstabilisation*»

alors? Il a suffi de bien moins que ça (vie privée) pour que

[Hiary Rapanoelina](#)

finisse en prison. Pour le moment, cette décision est tout simplement... renversante. Bref, citoyens malgaches: à l'avant-dernière année du mandat du Hvm/Hery vaovao, nous sommes tous en liberté provisoire. Et il n'y a plus qu'un pas pour dire que

«*certains magistrats*»

sont derrière les revendications actuelles des étudiants de l'université d'Antananarivo. Au revoir les

«*misy ambadika politika*»

(il y a des dessous politiques), bonjour les

«*opérations de stabilisation de certains magistrats*»

!

La preuve que cette histoire de «*déstabilisation*» concerne la présidente du SMM, et provient bien de Rolly Mercia. Il ne faut pas oublier, en effet, que ce dernier avant de rappliquer au poste

de ministre de la Communication, après avoir été jeté comme une vieille chaussette par les durs du Hvm, avait été recruté par Mbola Joseph Rajaonah alias Mbola Rajaonah qui finance tous les organes de presse et audiovisuels pro-Hvm qui, comme par enchantement, ont bénéficié d'agrément magique. Ci-après un «a

*rticle*

»

du quotidien

«

*La Ligne de Mire*

»

de ce jour -publié à la suite du communiqué en français du conseil de gouvernement d'hier-? Journal dans lequel ce cher Rolly était (est encore sous le manteau) le Big Boss, comme il l'était dans le groupe de presse de Sodiat.

C'est formidable la façon dont ce quotidien défend avec ferveur et acharnement une « [simple citoyenne](#)

»

. Non?

[La vengeance](#)

rend effectivement aveugle. Mais quelle vengeance?

TIQUE

www.laligredemre.mg

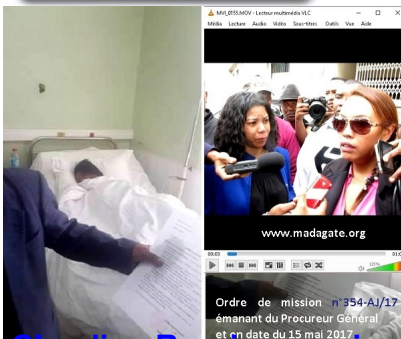


## LA CIBLE

### Syndicat de la déstabilisation

Aujourd'hui, si Claudine Razaimamonjy continue de faire la une des journaux, c'est seulement parce que des individus se servent de cette affaire pour devenir célèbre et crouler sous les flashes des photographes. Epinglée par le Bianco, menée devant la Chaîne pénale anti-corruption et faisant l'objet d'une détention au sein de l'HJRA, Claudine Razaimamonjy est la proie préférée du Syndicat des magistrats de Madagascar, plus particulièrement de sa présidente Fanirisoa Ernaivo. L'élection de cette dernière à la tête de ce syndicat est encore fraîche mais elle s'est fortement mobilisée et a multiplié les apparitions médiatiques en tenant des propos virulents et provocateurs afin d'empêcher la justice de travailler en toute tranquillité et indépendance. Dans cette opération, ce syndicat a réussi à embarquer d'autres syndicats et associations ignorant tous les tenants et aboutissants, et certainement d'autres personnalités ayant un intérêt quelconque à apporter leur soutien à la première femme à la tête du SMM. Ce détail est important dans la mesure où cette promotion inédite lui a certainement fait croire que tous trembleraient et se plieraient à sa volonté dès qu'elle prenait la parole. Un ex ministre de la transition fait déjà parti de son tableau de chasse, et la présidente du SMM pourrait très bien être tentée d'abattre de plus grosses cibles dans sa forme et ses conditions actuelles. Aujourd'hui, sa stratégie et ses diverses collaborations commencent à porter leurs fruits comme le témoigne son carrosse gris intérieur cuir flambant neuf. Madame veut visiblement se faire un nom et une réputation mais la suite des évènements laisse une nouvelle fois planer le doute sur la bonne foi des magistrats. Pour rappel, ces derniers qui sont les piliers de la justice, sont, avec la Gendarmerie, les plus entachés par les scandales de corruption et/ou d'abus de pouvoir. En s'acharnant sur Claudine Razaimamonjy, la présidente du SMM Fanirisoa Ernaivo et les membres de ce syndicat ont complètement oublié le grand ménage annoncé au sein du corps de la magistrature, l'affaire Michel Rehavana ou encore la déclaration de patrimoine. Plus important encore, l'article 3 de l'ordonnance n°2005-005 du 22 mars 2006, portant loi organique relative au statut de la magistrature, souligne clairement que « toute manifestation d'hostilité aux principes et à la forme républicaine de l'Etat est interdite aux magistrats, de même que toute démonstration de nature politique incompatible avec les obligations de réserve que leur imposent leurs fonctions ». Autrement dit, certains magistrats, dont la présidente du SMM Fanirisoa Ernaivo serait en flagrant délit de déstabilisation. Quoi qu'il en soit, lors du conseil de gouvernement de la veille, le Premier ministre a donné un ordre formel et catégorique aux ministres concernés de prendre des mesures fermes contre tout acteur de déstabilisation, même contre certains magistrats ayant abusé de leurs prérogatives légales.

Laza Marovola



[Claudine Razaimamonjy ou la mystère de la chambre 126 ici](#)

Manana Vakinah @MananaVakinah · 7 h  
En réponse à @vondighier  
La mafia qui protège Mme Claudine a tous les rênes du pouvoir entre ses mains

Jeannot Ramambazafy – 17 mai 2017